



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Christophe COUR.

Transports et Mobilité - Délégation de Service public de Transports urbains de Montpellier Méditerranée Métropole 2018-2024 - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 euros composé de 34 288 actions. Elle détient 46,02% du capital, soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A titre principal, la société Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur de son ressort territorial, puis réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement payant sur voirie.

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Conformément à l'article 14 du contrat, la société TaM peut subdéléguer à des tiers une partie de l'exécution du service public qui lui est confié, à la condition expresse que le Déléataire conserve la responsabilité entière du service et que cette subdélégation soit assurée dans le respect complet des stipulations du Contrat et de ses annexes.

C'est dans ce cadre que la société TaM a lancé une consultation pour confier à un subdéléataire les prestations de coordination, de contrôle et d'exploitation des transports suburbains sous-traités (services de lignes régulières suburbaines, services de Transport à la Demande (TaD) et minibus du soir, services périscolaires, services spéciaux, Amigo et occasionnels) ainsi que la fourniture d'une prestation d'assistance technique à TaM (journée d'assistance, séminaires métiers...) et la mise en œuvre d'un laboratoire des mobilités (expérimentation de solutions innovantes).

La consultation a été lancée selon une procédure simplifiée avec négociation selon l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et l'article 10 du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016. La procédure a fait l'objet d'un avis d'appel public à concurrence qui a été envoyé le 19 juillet 2018 pour une publication dans le JOUE, le BOAMP et sur le site internet de TaM.

Une seule offre a été réceptionnée et a fait l'objet d'une négociation avec la société TaM.

Après analyse de l'offre négociée, la Commission d'Appel d'Offres de TaM, qui s'est réunie le 22 novembre 2018, a proposé de retenir l'offre présentée par l'entreprise Transdev.

L'offre de l'entreprise Transdev prévoit notamment la constitution d'une SAS dédiée, dénommée « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » (T3M) en charge de piloter et de contractualiser avec différents sous-traitants les prestations subdélégées.

Dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°1 au Contrat de Délégation de Service Public afin d'une part d'autoriser le contrat de subdélégation avec la société dédiée lauréate, et d'autre part de valider le versement des flux financiers directs à la société « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* », à savoir :

- Au titre de l'article 70.1, la part de Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) (fixe et variable) affectée au subdélégataire sera directement versée par Montpellier Méditerranée Métropole à « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* ».

La SFE dédiée à la coordination de l'affrètement est indexée selon l'annexe n°32 préalablement défini au contrat de délégation de service public.

Par ailleurs, il est proposé une modification du contrat de DSP afin de préciser les modalités de versement par flux directs entre Montpellier Méditerranée Métropole et T3M. Il est ainsi proposé de modifier les articles 70.2 à 70.5, à savoir :

- Au titre de l'article 70.2, les compensations tarifaires pourront être versées directement par Montpellier Méditerranée Métropole à « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » à l'issue de chaque trimestre civil ;
- Au titre de l'article 70.4, les subventions d'investissements pourront être versées directement par Montpellier Méditerranée Métropole à « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » ;
- Au titre de l'article 70.5, les sorties éducatives et les services occasionnels sont payés au réel par Montpellier Méditerranée Métropole à « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » à l'issue de chaque trimestre civil,

Les annexes n°29 concernant le compte d'exploitation prévisionnel et n°43 concernant le compte de résultat prévisionnel sont mises à jour suite aux données contenues dans l'offre retenue du subdélégataire. Ces changements n'impactent pas l'équilibre économique du contrat.

En parallèle, la société Transdev s'est engagée dans le contrat de subdélégation à permettre à la société TaM de rentrer au capital à hauteur de 5% soit 250 actions pour 2 500 €.

Conformément aux statuts de la société TaM, la création de filiale nécessite l'approbation du Conseil d'Administration de la société ; aussi toute prise de participation même minoritaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : « *Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord express de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements d'actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article.* »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter la création de la société SAS « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » (T3M) en charge de piloter et contractualiser avec différents sous-traitants les prestations subdélégées ;
- autoriser le versement de flux financiers directement à la SAS « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » au titre des prestations qui lui sont confiées ;
- approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » présenté en annexe ;
- approuver l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public des transports urbains, ainsi que les annexes mises à jour ;
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget annexe Transports de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 65 ;
- approuver le principe de participation de la SAEML TaM dans la société « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* » à hauteur de 5% du capital, soit 2 500 euros ;
- autoriser, Messieurs Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Luc COUSQUER, Jean-Luc SAVY et Pascal KRZYZANSKI, Mesdames Patricia MIRALLES et Titina DASYLVA, en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration de la société TaM, à voter en faveur de cette prise de participation à l'occasion du prochain Conseil d'Administration de la SAEML TaM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-68116A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.